

des relations canado-américaines. Un autre facteur est peut-être l'acceptation, au sein de la fonction publique, de la nécessité de périodes de «refroidissement» plus ou moins régulières.

La continuation de cette évolution cyclique au début de la prochaine décennie dépendra en grande partie de l'orientation des relations entre Ottawa et Québec. Cependant, aucun observateur ne devrait manquer de noter que les sources des différends canado-américains n'ont pas disparu. Les divergences ont été mises en sourdine, elles n'ont pas été éliminées. D'ailleurs, quelques semaines après les funérailles qu'on a faites à la troisième option et la prétendue restauration d'harmonie, de curieux événements ont commencé à se produire. Des agriculteurs américains établissaient des lignes de piquetage à la frontière afin de tenter d'arrêter les importations de bœuf canadien, le gouvernement de la Saskatchewan menaçait de passer outre à un avis de la Commission mixte internationale qui recommandait de retarder la poursuite des travaux dans le cadre du contentieux projet

hydroélectrique de la rivière Poplar, l'Administration Carter était partiellement revenue sur sa décision et annonçait que le travail reprendrait sur des sections d'un projet encore plus contentieux, celui de la dérivation de la Garrison, et on s'inquiétait au Canada de ce que les négociations frontalières se soient enlisées et que le gouvernement canadien cède trop. Entre temps, la navette pétrolière tant controversée avait tranquillement commencé dans les eaux de la Colombie-Britannique et, selon la théorie des probabilités, ce n'était plus qu'une question de temps avant qu'il y ait un accident grave et qu'il s'ensuive une querelle bilatérale. La bataille inévitable sur les retombées, en matière d'emplois et de produits, du gazoduc du Nord s'engageait. Des voix s'élevaient de nouveau pour protester contre les injustices du Pacte de l'automobile de 1965. Et ainsi de suite . . .

Presque en dépit de la présence formidable du PQ et en dépit de la rhétorique annonçant un nouveau climat de coopération, les dures réalités des relations canado-américaines semblent s'imposer à nouveau.

Les ressources hydrauliques de l'Amérique du Nord

par Robert James McGavin

Indispensable à la vie, sans substitut possible, l'eau est notre ressource la plus précieuse. Pourtant, elle compte parmi les plus menacées et les plus mal utilisées. Le présent article a pour objet non pas d'exposer ou de promouvoir une politique canadienne de l'utilisation des eaux, mais plutôt de favoriser le lancement de campagnes d'information destinées à expliquer aux Américains la vraie situation du Canada en matière de ressources hydrauliques.

L'été dernier, alors que s'estompaient un peu les problèmes énergétiques de l'hiver et que les supermarchés bien approvisionnés et les silos bien remplis masquaient l'imminence d'une pénurie alimentaire mondiale, la sécheresse qui a frappé l'ouest et le *midwest* américains forcèrent l'attention de l'Amérique du Nord sur la question de l'eau. Si pareille sécheresse persiste, la question de l'eau risque avant longtemps de se retrouver au cœur des préoccupations nationales des États-Unis. D'autre part, si le Canada néglige d'examiner et d'expliquer de façon satisfaisante sa situation en matière de ressources hydrauliques et de faire valoir sa position comme il se doit, les pro-

blèmes d'alimentation en eau risquent d'altérer ses relations avec les États-Unis.

Le Canada et les États-Unis se partagent de nombreux bassins hydrographiques, lesquels fournissent l'eau destinée à la consommation, à l'irrigation, aux industries et à la production hydro-électrique. Près de la moitié de la frontière canado-américaine longe ou traverse des étendues d'eau et environ les deux tiers de la population du Canada vit dans les régions hydrographiques frontalières. Le bassin des Grands lacs et du Saint-Laurent, qui rapporte à lui seul le sixième du revenu national des États-Unis, abrite le septième de la population et quatre des plus grandes villes de ce pays (Chicago, Détroit, Cleveland et Milwaukee). Même si

M. McGavin est premier secrétaire (Affaires publiques) à l'ambassade du Canada à Washington. Agent du Service des délégués commerciaux, il a été détaché auprès du ministère des Affaires extérieures. L'article ci-contre n'engage que l'auteur.